

Le tourisme rural communautaire, une spécificité du tourisme durable costaricien

Marie BONNIN

Institut de recherche pour le développement (IRD), France

Introduction

Situé sur l'isthme centraméricain, avec une superficie de 51 000 km², le Costa Rica est l'un des plus petits pays de l'hémisphère occidental. Très apprécié, il reçoit plus d'un million de visiteurs chaque année qui se concentrent majoritairement sur quelques portions du territoire dont le parc Manuel Antonio qui a été visité en 2001 par 155 000 visiteurs (Fabiola, 2006).

À partir des années 1980, ce pays s'est progressivement positionné sur la scène touristique mondiale et, en l'espace d'une dizaine d'années, est devenu une référence en termes d'écotourisme et de conservation de l'environnement (Fabiola, 2006 ; Honey et Bien, 2005) surpassant les destinations « nature » traditionnelles telles que les Galápagos, le Kenya ou le Népal (Honey, 2003). Dès 2000, ce pays qui compte 4 millions d'habitants reçoit 1 million de visiteurs par an (Honey, 2003). Les études menées par le gouvernement montrent que 60 % des visiteurs donnent comme motivation première l'écotourisme (Honey, 2003). Ceci s'explique par les atouts écologiques du Costa Rica. Près de 25 % du territoire costaricien fait l'objet d'une protection (Raymond, 2007). Ce petit pays compte plus d'espèces d'oiseaux que les États-Unis et le Canada réunis, et une plus grande variété d'espèces de papillons que dans toute l'Afrique. De plus, le Costa Rica se caractérise par un régime politique stable et un niveau de vie élevé qui sont autant d'attraits pour les touristes des pays du Nord. Selon l'Institut costaricien du tourisme, les arrivées de touristes sont passées de 262 000 en 1985 à 792 000 en 1995, soit une augmentation de 300 % du nombre de visiteurs en une décennie. Aujourd'hui près de 1,4 million de touristes choisissent le

Costa Rica chaque année et les revenus du tourisme ont dépassé ceux de la production de bananes et de café.

Très à la mode, le mot écotourisme est fréquemment utilisé et tous les commerces surfent sur la vague verte. On trouve même des agences écologiques de location de voiture. Si le pays compte effectivement de nombreux petits ecolodges et des cabanas sur la plage, le gouvernement a favorisé par ses politiques fiscales la construction de très grands hôtels détenus par des étrangers (Honey, 2003). Utilisant les attraits naturels du Costa Rica, des promoteurs ont ainsi construit d'immenses hôtels qui entraînent de graves dommages environnementaux tout en utilisant le terme d'écotourisme, comme le site Ecodevelopment Papagayo dans la province de Guanacaste qui consiste en un complexe géant contenant des centres commerciaux, golfs, ports de plaisances et hôtels de 30 000 chambres.

Ainsi, plusieurs formes de tourisme se développent parallèlement et si le terme écotourisme est systématiquement employé, il ne correspond pas toujours à un tourisme durable¹. C'est pourquoi, dès 1997, le ministère du Tourisme a développé son propre programme de certification : la Certification pour un Tourisme Soutenable (CST)². Ce programme repose sur une démarche volontaire de certification qui implique la constitution d'un dossier et une visite sur site menée par une équipe d'experts. L'hébergement est le premier secteur à être concerné par le programme national pour une certification touristique durable mais les transports, les tour-opérateurs ainsi que les agences de voyages devraient aussi à terme être concernés. En 2002, les ministres des autres pays d'Amérique centrale ont officiellement accepté d'utiliser le CST comme un modèle et plusieurs autres pays d'Amérique latine ont aussi choisi ce type de certification (Honey, 2003).

Une des formes « les plus avancées » (Nel-Lo Andreu, 2008) d'écotourisme durable se développe actuellement au Costa Rica, elle est appelée « tourisme rural communautaire³ » (TRC). Souvent basée sur une

¹ La charte du tourisme durable, adoptée lors de la conférence mondiale du tourisme durable organisée à Lanzarote (Espagne) les 27 et 28 avril 1995 par l'Unesco définit le tourisme durable comme celui qui « doit être supportable à long terme sur le plan écologique, viable sur le plan économique et équitable sur le plan éthique et social pour les populations locales ».

² Il existe d'autres formes de certifications liées au tourisme au Costa Rica et, notamment, le drapeau bleu écologique (Bandera Azul Ecologica) qui vise à certifier des plages et collectivités locales pour la qualité de leur environnement, ainsi qu'une initiative appelée l'Initiative pour une Amérique centrale verte (Iniciativa Centroamericana Verde) qui est un programme de gestion de l'écotourisme à l'échelle de l'Amérique centrale (Honey et Bien, 2005).

³ La définition du tourisme rural communautaire a fait l'objet de discussions entre les différentes organisations responsables au Costa Rica. Il est désormais défini comme :

coopérative agricole, cette forme de tourisme permet à des communautés locales de profiter de la vague « écotourisme » (Kiss, 2004). Plusieurs coopératives agricoles proposent ainsi des logements dans le cadre de la ferme. Les revenus sont directement redistribués à la communauté et cette forme de tourisme n'implique pas de dommages à l'environnement. Au contraire, elle permet la préservation de la biodiversité et des services qui lui sont associés. Ces coopératives tendent à se fédérer au niveau national pour former des structures comme COOPRENA (Consortio Cooperativo Red Ecoturistica nacional) ou ACTUAR (Asociacio Costarricense de Turismo Rural Comunitario)⁴ qui chacune a pour principal objectif de représenter et commercialiser les produits touristiques de ses organisations membres (Cordero et Duynen Montijn, 2002). Jusqu'à présent, le tourisme rural communautaire s'est principalement développé à partir des organisations de base communautaire avec l'appui financier et technique d'organismes de coopération internationale⁵ et d'organisations non gouvernementales (Guerena et Calderon, 2005 ; Trejos *et al.*, 2008). La présence de ces organisations de base communautaire, qui servent d'appui au tourisme rural communautaire, est une des caractéristiques du tourisme rural communautaire au Costa Rica (Trejos, 2009).

I. Le développement du tourisme rural communautaire au Costa Rica

Le Costa Rica, par l'adoption d'une loi récente, commence à favoriser le développement du TRC. Pourtant cette forme de tourisme reste clairement alternative dans un contexte national marqué par une forme plus globale d'écotourisme. La zone d'étude choisie, située autour du parc national Manuel Antonio, est représentative de cet état de fait (Cottrell *et al.*, 2004). L'analyse de cette zone permet de mettre en avant les spécificités institutionnelles, économiques et sociales de l'écotourisme et de situer le TRC parmi les initiatives écotouristiques (Jones, 2005) par le biais d'un exemple précis, l'organisation communautaire Coopesilenco.

« Des expériences touristiques planifiées et intégrées durablement à l'environnement rural et développées par les populations locales, qui l'organisent pour le bénéfice de la communauté » (COOPRENA/PPD, 2003).

⁴ Association costaricienne de tourisme rural communautaire. Cette association travaille pour la contribution de la promotion et renforcement du tourisme rural communautaire au Costa Rica.

⁵ Il existe 70 initiatives de TRC dans le pays. 75 % d'entre elles ont été promues par le Programme des petites donations du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) (Barrera, 2007).

A. À l'échelle nationale, une institutionnalisation nuancée

Cordero et Bonilla (2006) soulignent l'absence de dispositifs institutionnels sur le tourisme durable établis au Costa Rica. Le droit de l'environnement en protégeant des espaces naturels a favorisé le développement de l'écotourisme mais sans chercher à le planifier. Les règles relatives au tourisme comme la loi⁶ créant l'Institut costaricien du tourisme (ICT) ou les autres règles⁷ applicables aux entreprises privées qui évoluent dans ce secteur n'abordaient pas la question d'un tourisme durable. Le premier plan national sur le tourisme durable date de 2002 et porte sur une période de 10 ans. Il précise que pour le Costa Rica, « le développement durable du tourisme signifie que le pays doit utiliser efficacement les propriétés communes naturelles et culturelles dans l'objectif de générer des richesses qui constitueront des bénéfices réels pour la société costaricienne ». Il met indéniablement en avant le concept de tourisme durable. Ainsi, parmi les principales dispositions du texte figure le fait que « la durabilité en tant que concept doit être l'axe central en matière de tourisme étant donné que c'est ce qui caractérise le produit national ». Plusieurs dispositions mettent aussi en avant l'importance des retombées sociales sur les familles costariciennes. Ainsi, le plan dispose que « le développement des activités touristiques doit favoriser le bien-être des familles costariciennes ». Ce plan est mis en place par l'Institut du tourisme au Costa Rica (ICT). Le financement pour sa mise en œuvre provient pour 80 % des taxes engendrées par le tourisme, les 20 % restants proviennent du budget général du gouvernement (Cordero et Bonilla, 2006).

Cependant, les formules utilisées dans le plan national de l'ICT restent vagues et peu contraignantes en matière de tourisme durable. D'autre part, l'ICT présente le marché costaricien en trois entités : l'écotourisme, l'aventure, le soleil et la plage. Dans aucun document de l'ICT, le tourisme rural communautaire n'apparaît comme un potentiel quatrième produit (Trejos, 2007) et reste présenté comme un élément marginal (Morera, 2006).

Parallèlement, on assiste à une progressive reconnaissance juridique du concept de TRC. En 2005, l'assemblée législative costaricienne a adopté une loi⁸ stipulant que l'Institut costaricien du tourisme pourra promouvoir l'offre de tourisme rural communautaire pour les Costari-

⁶ La loi n° 1917 du 29 juillet 1955 crée le Bureau costaricien du tourisme et décrit ses fonctions et son fonctionnement.

⁷ Comme par exemple, le décret relatif aux règles concernant les compagnies touristiques n° 25226 du 15 mars 1996 modifié par le décret n° 26843 du 2 mars 1998 et par le décret n° 29058 du 6 novembre 2000.

⁸ Reforma del segundo parrafo del articulo 148 del codigo de Trabajo, Ley n° 2 y sus reformas.

ciens. En 2007, c'est par un décret⁹ que le gouvernement a reconnu l'utilité publique du tourisme rural communautaire. Ce décret autorise les institutions de l'État à collaborer pour favoriser le développement de cette activité en l'intégrant dans ses plans opérationnels. Ce texte, première réelle implication de l'État costaricien sur le TRC, représente un appui, certes juridiquement contraignant, mais timoré au niveau national, qui dénotait par rapport au soutien important de cette forme de tourisme par les organisations internationales.

La loi pour la promotion du tourisme rural communautaire a été adoptée le 28 avril 2009 (Expediente 16.879). Son objectif est d'établir des exonérations fiscales et de promouvoir des mesures d'appui aux initiatives communautaires. Elle permet ainsi aux structures de TRC de bénéficier des incitations fiscales destinées au secteur touristique en justifiant de seulement 3 chambres au lieu des 10 chambres nécessaires pour bénéficier de l'aide dans le secteur touristique conventionnel.

Au-delà des dispositions techniques, deux éléments sont particulièrement importants pour le développement du tourisme communautaire. Tout d'abord, le fait que la loi ait été adoptée à l'unanimité montre bien le consensus général sur les impacts positifs de cette activité que toutes les tendances politiques cherchent à appuyer par ce vote. D'autre part, cette loi déclare d'intérêt public le tourisme rural communautaire ce qui devrait augmenter l'importance et le poids politique du TRC au Costa Rica. Les initiatives de TRC devraient désormais pouvoir bénéficier de l'appui de diverses institutions costariciennes comme l'Institut d'apprentissage qui pourra favoriser la formation des participants au TRC ou encore l'Institut costaricien du tourisme qui pourra faciliter la promotion de cette forme de tourisme (Canada, 2009).

Cette loi élaborée en coopération avec les organismes de soutien au TRC (entre autres organisations ACTUAR et COOPRENA) vient donc établir un cadre juridique particulièrement novateur dans un domaine qui pour l'instant n'était que très peu réglementé. Elle devrait favoriser le développement de ce secteur à court terme. Seul point noir lié à la nature même de la règle de droit, la loi conditionne le bénéfice des différentes dispositions législatives à un titre de propriété que ne possèdent pas forcément les communautés rurales. Le projet de loi initial faisait abstraction de cette nécessité, mais la polémique créée autour de cette problématique risquait d'être telle que les protagonistes ont préféré retirer ce point du projet de loi pour permettre à la loi d'être adoptée (Canada, 2009).

⁹ Decreto n° 33536-MP-TUR, La Gaceta n° 17, 24 janvier 2007, p. 9.

B. Quepos-Manuel Antonio, une zone représentative du contexte national



À 150 km au sud de San José dans la région du Pacifique central, la zone de Quepos-Manuel Antonio est située dans le canton de Aguirre¹⁰. Le parc national Manuel Antonio est la principale attraction touristique de la zone. Il a été créé le 15 novembre 1972 par la loi n° 5100 sous le nom de « Parque Nacional Recreativo Playas de Manuel Antonio » sur une superficie de 280 ha. Étendu à plusieurs reprises¹¹, il couvre désormais 1 983 ha terrestres et approximativement 55 000 ha en mer. Ce parc est recouvert par une forêt tropicale humide qui abrite une faune exceptionnelle : 109 espèces de mammifères et 184 espèces d'oiseaux y sont recensées (Cordero et Duynen Montijn, 2002). Les plages du parc sont considérées comme faisant partie des plus belles et des plus propres du monde (Cordero et Duynen Montijn, 2002). La région possède un climat typique des côtes costariciennes chaud et humide (Duim *et al.*, 2001).

Le développement du tourisme à Manuel Antonio s'est fait de la même manière que la croissance touristique au niveau du pays. Ce qui se passe à l'échelle de Manuel Antonio montre ainsi les caractéristiques de l'évolution du tourisme au Costa Rica, ce qui donne à cette étude de cas une importance analytique (Cordero et Duynen Montijn, 2002 ; Mundis, 1997).

1. Analyse de la région (enjeux et problématique de la zone retenue)

Le développement¹² touristique a commencé à Manuel Antonio au début des années 1970 par la construction d'un hôtel. En 1972, le parc est créé (Hicks, 1996). Dans les années 1980, le nombre de visiteurs augmente passant de 31 027 visiteurs en 1980 à 128 287 en 1989 (Hicks

¹⁰ Le canton d'Aguirre compte 20 180 habitants. Le district de Quepos est le plus peuplé du canton puisqu'il comptabilise 74,1 % des habitants (Duim *et al.*, 2001).

¹¹ En 1978, la catégorie de gestion a été changée en parc national et, en 1980, la superficie du parc a été étendue à 682,7 ha terrestres et 55 000 ha en mer. En décembre 2000 par le décret n° 29177 le parc national a encore été étendu.

¹² René Van der Duim distingue plusieurs périodes historiques sur la zone. La période indigène et de colonisation espagnole, qui va jusqu'en 1746, est suivie par la phase d'isolement qui va de 1746 au début du XX^e siècle. La période de l'enclave bananière, qui va de 1927 à 1964, puis la période de l'intervention de l'État qui va de 1964 jusqu'au début des années 1980 puis vient la période du développement touristique (Duim *et al.*, 2001).

1996). En 1993, le nombre de visiteurs a encore augmenté de 50 % d'après les statistiques d'entrée du parc national. Ainsi Quepos-Manuel Antonio, zone à l'économie principalement agricole avec peu d'infrastructures et un faible niveau d'éducation (Duim *et al.*, 2001), s'est vu transformé en une zone de tourisme de masse où le développement s'est fait sans aucune planification et sous l'influence des investissements étrangers (Hicks 1996). Le principal problème que rencontre le parc relève de la déficience de la planification du développement touristique ce qui induit une affluence massive et la pollution de la mer.

Du point de vue de l'économie, l'activité de la zone est partagée entre l'agriculture, la pêche, le service public et le tourisme. L'étude de Duim *et al.* (2001), réalisée sur la base de questionnaires, montre qu'une partie de l'économie repose sur l'agriculture intensive, héritage du passé (principalement sur la production de palme africaine sur les terrains de l'ancienne activité bananière). La pêche est une autre des activités importantes de la région avec, notamment, une entreprise dédiée à l'exportation de poissons qui génère 128 emplois. Les institutions de l'État ont aussi une forte implication économique du fait des emplois qu'elles génèrent dans la zone, notamment dans le secteur de la santé, de l'énergie et de l'administration (l'hôpital de Quepos génère ainsi 250 emplois). Le tourisme contribue à l'activité économique locale en générant directement environ 1 000 emplois (Cordero et Duynen Montijn, 2002) ce qui correspond à 30 % des emplois sur la zone (Duim *et al.*, 2001). Pour autant, la qualité des emplois ne diffère pas grandement des emplois créés par l'activité agricole traditionnelle. L'étude souligne aussi l'importance des emplois indirects créés sur la zone par le tourisme, comme les taxis, la pêche locale ou les magasins de souvenirs.

D'un point de vue culturel, les habitants de Quepos parlent souvent de leur manque d'identité culturelle. Il n'existe pas de folklore particulier comme dans les villages guanacastèques du nord du Costa Rica, ni de personnalité culturelle comme les villages des Caraïbes (Duim *et al.*, 2001 ; Cordero et Duynen Montijn, 2002).

2. Analyse institutionnelle de la zone retenue

Du point de vue institutionnel, la principale autorité politique du canton de Aguirre dont dépend administrativement la zone est la municipalité. Suite au processus de décentralisation engagé depuis plusieurs années, cette institution gère la grande majorité des affaires locales (Cordero et Duynen Montijn, 2002). La position des municipalités comme institution décentralisée, nommée par le peuple, leur confère une compétence à la fois administrative et politique pour intervenir auprès des autorités supérieures (Chaves, 2002) en matière d'environnement comme en matière de tourisme. Cependant, le principal outil, appelé plan régulateur, existant à cette échelle administrative rencontre des

difficultés d'exécution qui résultent de crises de légitimité du pouvoir municipal et d'irrégularités dans la mise en œuvre (Cordero et Duynen Montijn, 2002).

La vie politique locale ne se limite toutefois pas à la municipalité et la société civile participe aussi à la gestion des affaires locales par le biais des associations. De nombreuses organisations non gouvernementales costariciennes ont utilisé cette forme juridique pour obtenir une reconnaissance légale et avoir accès aux ressources et aux centres de décision politique (Chavez, 2002). Sur la zone qui nous intéresse (Hughell, 1996), on peut citer : L'Asociacion Mujeres Familia y Comunidad de Quepos (ASOMUFACQ) et des structures corporatives, comme la Camara de Pescadores, ainsi que les associations de développement local¹³.

Parallèlement, on peut identifier une série d'organisations récentes qui, sous des formes diverses, prétendent garantir, du moins sur le plan juridique, la participation de la société civile dans les décisions politiques. Dans la zone de Quepos, le comité de lutte et de défense du canton d'Aguirre a un statut particulier qui lui permet de participer à la vie politique.

En résumé, la vie politique et institutionnelle de Quepos-Manuel Antonio montre une grande complexité. Il existe un tissu institutionnel et organisationnel très dynamique qui se caractérise par un esprit de travail, de propositions et de lutte. Face à ces dynamiques, la municipalité n'a pas paru capable de créer un projet de développement qui recueille l'assentiment général (Cordero et Duynen Montijn, 2002).

C. Un exemple de tourisme rural communautaire : Coopesilencio

Le tourisme rural communautaire, nouvelle forme de tourisme, apparaît souvent à proximité des aires protégées (Weaver, 1998). Il implique le développement de réseaux de coopératives agricoles qui incluent l'écotourisme dans leur économie.

Coopesilencio, située à 35 km au sud-est de Quepos sur les rives du Rio Savegre, est une organisation communautaire de ce type née en 1972 du rassemblement d'un groupe de paysans sans terre à qui le gouvernement a cédé une ferme abandonnée par la Compagnie bananière à la condition qu'ils forment une coopérative. Cette dernière

¹³ Chaque peuple ou communauté possède sa propre association de développement local au Costa Rica. Historiquement, cela a fait suite à une opposition de groupes locaux à l'État dans les années 1940 dans la vallée centrale du Costa Rica. Manuel Antonio, comme Quepos, possède son association de développement local (Duim *et al.*, 2001).

condition est importante en ce qu'elle permet de distinguer le tourisme rural du tourisme rural communautaire. La principale caractéristique du tourisme rural communautaire est que cette activité économique est planifiée par l'organisation communale et les habitants participent de façon directe à la gestion des activités et de leurs bénéfices.

Depuis sa création, la coopérative est autogérée et a pour mission de procurer un développement social et économique pour les familles en mettant en œuvre des projets compatibles avec la protection de l'environnement par le biais de travaux collectifs¹⁴. Le projet d'agrotourisme, commencé en 1996, comporte une auberge de 10 chambres d'une capacité totale de 56 personnes. Il est géré par la coopérative et inclut une réserve biologique avec des sentiers vers des cascades ainsi qu'un centre de réadaptation d'espèces sauvages.

Plus généralement, les activités touristiques dans le cadre du tourisme rural communautaire sont gérées par des organisations locales de diverses natures comme des coopératives, des associations de producteurs, des associations de conservation de la nature, des groupes de femmes, fondations et comités locaux. Dans la plupart des cas, il s'agit de communautés qui ont surgi avec le soutien de l'Institut de développement agraire¹⁵ et qui avaient originellement des vocations plus forestières qu'agricoles (Solano, 2006).

La coopérative Coopesilencio est adhérente à une coopérative nationale d'organisations d'agro-écotourisme¹⁶ appelée COOPRENA R.L.¹⁷ qui regroupe plusieurs coopératives communautaires.

COOPRENA, comme les autres organisations de base communautaire d'appui au tourisme rural communautaire, a pour principal objectif de représenter et commercialiser les produits touristiques de ses organisations membres (Cordero et Duynen Montijn, 2002). À cette fin, la coopérative a créé sa propre agence de voyages Symbiosis Tours dès 1997¹⁸. Dans le cadre de COOPRENA, un guide du tourisme rural communautaire a aussi été édité avec l'aide du Programme des petites

¹⁴ La coopérative compte 70 familles avec une population totale de 360 personnes. (Duim *et al.*, 2001).

¹⁵ L'Institut de développement agraire est une structure publique.

¹⁶ L'intitulé Agro-écotourisme, même si différent de l'expression TRV se réfère bien à la même forme de tourisme.

¹⁷ Le site interne de cette organisation se trouve à l'adresse suivante : <http://www.agroecotourism.net>.

¹⁸ COOPRENA n'est pas la seule organisation d'appui au tourisme rural communautaire à avoir créé sa propre agence de voyages, ACTUAR a fait la même démarche avec son agence ACTUAR-Aventuras Rurales.

donations¹⁹ du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) (COOPRENA/PPD, 2003) ainsi qu'un manuel de critères et standards pour l'agro-écotourisme communautaire au Costa Rica (COOPRENA, 2002). Sept organisations de ce type existent au Costa Rica, elles rassemblent 145 partenaires (*cf.* tableau 1).

**Tableau 1 – Les organisations d'appui
au tourisme rural communautaire**

Organisation d'appui	Zone d'impact	Partenaires
COOPRENA	National	13 organisations
ACTUAR	National	23 organisations
JAZON	Zone nord	39 familles
Coopresavegre	Cuenca del Rio Savegre	23 organisations
Red talamanca de Ecoturismo Comunitario	Talamanca	12 organisations
Red de Ecoturismo	Talamanca	16 organisations
Indigena de Talamanca		
REDATOUR	San Ignacio, Acosta	16 maîtresses de maison

Source : Trejos (2007)

À l'échelle nationale, l'Alliance des organisations pour le développement du tourisme rural communautaire, créée en 2003, regroupe plusieurs de ces organisations d'appui. Elle se veut un espace informel de coordination des efforts d'organisations telles que COOPRENA ou ACTUAR avec le soutien du Programme des petites donations du PNUD. L'Alliance des organisations pour le développement du tourisme rural communautaire permet de coordonner et d'articuler les actions des communautés et des organisations, afin de créer les conditions pour que le tourisme rural communautaire devienne un instrument de développement local. Elle vise aussi à sensibiliser les pouvoirs publics à cette forme de tourisme alternatif. Elle a notamment mené une action visant à ouvrir des négociations avec le gouvernement pour la formulation d'une proposition de programme du Fonds de développement social et des allocations familiales (FODESAF) pour améliorer l'accès des familles pauvres ou en situation de vulnérabilité à l'activité touristique comme instrument de leur développement (Solano, 2006).

¹⁹ Le programme des petites donations est un programme du Fonds mondial pour l'environnement administré par le PNUD. Il a été lancé en 1992 pour appuyer les initiatives au niveau local qui abordent les préoccupations de l'environnement mondial. Le financement est canalisé directement vers des organisations centrées sur la communauté.

II. Impacts recensés dans la région de Quepos-Manuel Antonio

Actuellement, le tourisme représente une des activités les plus importantes de la région qui compte désormais de nombreux hôtels, restaurants, transports, d'offres de guides touristiques et de sortie de pêche sportive. La principale motivation des touristes qui visitent ce site reste la nature, le soleil, la plage et la vie nocturne (Cordero et Duynen Montijn, 2002). Ainsi, l'immense majorité des structures peuvent être considérées comme participant au développement de l'écotourisme. Il est difficile d'isoler les impacts de l'écotourisme tellement le terme est utilisé au Costa Rica. L'écotourisme n'implique pas forcément de lien direct avec les communautés locales et l'analyse des impacts différenciés de l'écotourisme et du TRC permet de souligner le caractère durable du TRC tant d'un point de vue écologique que social. Lorsque les impacts relèvent de l'écotourisme, ils seront identifiés dans les tableaux récapitulatifs par l'adjonction du symbole EcoT. Lorsqu'ils sont spécifiquement relatifs au tourisme rural communautaire, le symbole utilisé sera TRC.

L'évaluation des impacts généraux de l'écotourisme sur la zone Manuel Antonio/Quepos repose principalement sur deux études menées par Duim *et al.* (2001) et Cordero et Duynen Montijn (2002). Ces études avaient pour objectif de présenter les perceptions, les pratiques et les stratégies d'acteurs dans la zone de Manuel Antonio, et se sont basées sur des questionnaires, la réalisation d'entretiens et des sondages.

En ce qui concerne le tourisme rural communautaire, les informations restent anecdotiques et subjectives car il y a peu d'études quantitatives (Trejos, 2007). Les sources utilisées proviennent principalement des organisations de tourisme rural communautaire elles-mêmes, notamment de communications lors de colloques sur le tourisme rural communautaire qui ont régulièrement lieu au Costa Rica, et de bilans-évaluations de l'utilisation des fonds octroyés par les organisations internationales.

A. Les effets économiques comparés de l'écotourisme et du tourisme rural communautaire

Les changements économiques dus au tourisme ont été particulièrement importants tant quantitativement avec la croissance du nombre de touristes (Mundis, 1997) que qualitativement avec le sentiment très répandu parmi les habitants que le tourisme a considérablement modifié leur vie quotidienne (Duim *et al.*, 2001). La ville et ses alentours abritent désormais une grande variété de restaurants (Caveney, 1996), bars, cafés et magasins de souvenirs, agences de voyages proposant des excursions ou des séances de pêche sportive.

1. Des effets positifs...

a. Au niveau direct

Les auteurs soulignent la création d'emploi comme effet positif direct tant de l'écotourisme que du tourisme rural communautaire. En effet, le tourisme génère approximativement 1 000 emplois directs dans cette zone, ce qui correspond à 20,1 % des emplois (Cordero et Duynen Montijn, 2002 ; Duim *et al.*, 2001). Cette augmentation des emplois a pu avoir des effets sur la place des femmes dans les communautés locales. Une étude sur le sujet conclut en indiquant que la catégorie sociale d'origine a des implications sur l'exploitation ou non des femmes par l'industrie du tourisme (Ayoub, 1998). La création d'emplois associée au développement du Costa Rica, dont découle le niveau d'études des Costariciens, a aussi des implications sur l'immigration des pays voisins dans la région et notamment au niveau de la main-d'œuvre qui vient principalement du Nicaragua et du Panama (Miller, 1998).

En ce qui concerne le cas particulier du tourisme rural communautaire et plus spécifiquement l'exemple de Coopesilencio, le nombre d'emplois internes à la coopérative s'est accru avec les activités touristiques. Autre point positif, ces postes sont principalement occupés par des femmes (Solano, 2003). Sur les onze employés, neuf sont des femmes.

Le développement de l'écotourisme a aussi eu des impacts sur le développement de modes de production d'énergie alternatifs. Les hôtels de luxe, certifiés par le CST, justifient souvent de modes de production énergétiques plus ou moins alternatifs (panneau solaire, biogaz, etc.). Dans le cas du tourisme rural communautaire, la littérature ne mentionne que le développement de l'utilisation des biogaz.

Le tourisme rural communautaire se distingue en permettant une diversification de l'économie rurale. Il n'intervient, en effet, qu'en tant qu'activité complémentaire aux activités traditionnelles comme l'agriculture, la pêche ou d'autres activités typiques de l'espace rural. Il permet dès lors de diversifier l'économie rurale.

Le financement de micro-projets de développement par les organismes d'aide est une autre spécificité du tourisme rural communautaire. Dans la région de Manuel Antonio-Quepos plusieurs structures ont bénéficié de subventions étrangères. Le projet ARAUCARIA existe depuis 5 ans et est financé par l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement. Il a pour objet le développement agro-écotouristique des communautés rurales (Duijm *et al.*, 2001). La coopérative Silencio a bénéficié du support financier de plusieurs institutions internationales et nationales telles que le PNUD et le projet Araucaria du ministère de l'Environnement (Solano, 2003).

b. Au niveau indirect

L'écotourisme a stimulé l'établissement de services à destination des touristes dans les zones adjacentes aux entrées du parc Manuel Antonio et a créé des apports significatifs à l'économie locale par la création d'entreprises de services, de restauration ou de magasins de souvenirs (Weaver, 1999). Cet effet est contrebalancé par l'importation des produits destinés aux touristes et notamment l'artisanat²⁰.

Le tourisme rural communautaire doit être mis à part. Une étude réalisée grâce à un financement du Programme des petites donations du PNUD sur la mise en place du tourisme rural communautaire dans plusieurs organisations communautaires montre, qu'en marge de l'activité, plusieurs opportunités économiques sont créées. Parmi celles-ci peuvent être citées, la fabrication de pain frais ou d'autres produits alimentaires par les femmes de la communauté ou encore la location de chevaux, initialement destinés aux travaux agricoles, sont proposés pour la découverte de la région (Barrerra, 2007). De plus, lors de la construction du projet touristique, les bénéfices peuvent être importants pour la communauté.

2. ... aux effets négatifs

L'écotourisme a plusieurs sortes d'effets négatifs directs et indirects, au premier desquels figure la faible qualité des emplois proposés. Les emplois créés par l'écotourisme ne diffèrent pas forcément de ceux du secteur traditionnel du moins en ce qui concerne les salaires. Les différences existantes entre les hauts et les bas salaires dans la région découlent principalement de l'éducation reçue (Cordero et Duynen Montijn, 2002). La question de la qualité de l'emploi joue un rôle important dans la discussion sur la durabilité du tourisme (Duijn, 2002). En effet, le développement touristique n'a pas forcément un effet égalisateur et peut même avoir un effet inverse en opérant une dichotomie entre les propriétaires étrangers et la population locale.

Le départ des bénéfices vers l'étranger constitue un autre point négatif. Surfant sur la vague de l'écotourisme, de nouvelles chaînes hôtelières font leur apparition ouvrant le Costa Rica au tourisme de masse. Ces hôtels se construisent essentiellement sur des plages jusque-là préservées ou situées au milieu de forêts vierges. Plusieurs études ont montré que, lors de la distribution des bénéfices, les opérateurs externes et les résidents urbains étaient favorisés et non pas les populations rurales (Trejos, 2007). Il ne semble pas y avoir de mécanismes de redistribution des recettes liées au tourisme *via* une taxe hôtelière payée à la municipalité par exemple.

²⁰ Point développé dans la partie impacts négatifs indirects.

Dans la zone Quepos-Manuel Antonio, les liens sont très faibles entre la production locale et la consommation touristique. L'artisanat est importé du reste du pays, voire de l'étranger, et la pêche locale est peu exploitée (Duim *et al.*, 2001 ; Cooper, 1996). La coopérative Coope-silencio en cherchant à associer agriculture biologique et tourisme fait figure d'exception. De même, l'hôtel Si Como No, structure écotouristique importante dans la région qui fait l'objet d'une certification durable, vend aussi de l'artisanat local (Duim *et al.*, 2001). Le fait que seules 2 structures vendent de l'artisanat local, dans une région très fréquentée qui compte de nombreux magasins touristiques, montre le faible impact de l'écotourisme sur une production locale de produits liés au tourisme.

La perte de la terre pour les populations locales constitue une autre caractéristique. À Manuel Antonio, sur les 59 km de zone littorale, 50 km appartiennent à des investisseurs étrangers et ils ne possèdent pas moins de 60 % des infrastructures touristiques (Fabiola, 2006). La majeure partie des bénéfices issus de ce tourisme souvent qualifié d'écotourisme revient à des investisseurs étrangers et profite donc insuffisamment au développement du pays. Au-delà de la perte de la terre pour les populations locales se pose aussi le problème de l'inflation des prix particulièrement dans les zones à fortes immigrations nord-américaines comme c'est le cas dans la région de Manuel-Antonio/Quepos. Dès 1996, une étude comptait 6 000 expatriés dans cette région (Livingston, 1996).

La sur-fréquentation de certains sites a aussi un impact sur la concentration des ressources économiques. Les revenus issus des entrées des parcs sont un indice marquant. Quasiment les 2/3 des ressources que perçoit le Fonds des parcs nationaux proviennent des 3 parcs les plus fréquentés : Poas, Irazu et Manuel Antonio (Murillo *et al.*, 2004). Cette concentration des ressources économiques sur des espaces restreints constitue un impact négatif de l'écotourisme. Les structures de TRC souvent plus éloignées et isolées n'induisent pas le même effet (Nel-Lo Andreu, 2008).

Pour conclure, il existe une menace vers le développement d'une monoculture économique. Une grande partie de l'économie régionale est dépendante directement ou indirectement du tourisme alors que le volume de touristes dépend d'influences externes de nature politique ou/et économique (Duim *et al.*, 2001). Ceci est d'autant plus vrai que les touristes de la zone viennent principalement de pays éloignés et notamment des États-Unis et non des pays voisins.

**Tableau 2 – Les effets économiques comparés
de l'écotourisme et du tourisme rural communautaire**

Effets positifs directs : – Création d'emplois (EcoT + TRC). – Création d'emplois pour les femmes (TRC). – Financement de micro-projets de développement par des organismes d'aide (TRC). – Diversification de l'économie rurale (TRC). – Développement de modes de production énergétique alternatifs (EcoT + TRC). Effets positifs indirects : – Création d'entreprises de services (EcoT). – Opportunités économiques pour les secteurs non touristiques (TRC).	Effets négatifs directs et indirects : – Bas salaires (EcoT + TRC). – Départ des bénéfices vers l'étranger (EcoT). – Peu de lien entre production locale et consommation touristique /artisanats importés. (EcoT + TRC). – Inflation des prix (EcoT). – Perte de la terre pour les populations locales (EcoT). – Concentration des ressources économiques sur des espaces restreints (EcoT). – Dépendance économique (EcoT).
--	---

Source : l'auteur

B. Les effets socioculturels comparés de l'écotourisme et du tourisme rural communautaire

Malgré des changements économiques importants, la ville de Quepos a su garder son esprit de port, la pêche est encore une des principales activités économiques de la région (Cordero et Duynen Montijn, 2002) même si la pêche sportive tend à devenir une activité très pratiquée (Mabie, 1996 ; Baker, 1997). Plusieurs effets socioculturels peuvent être identifiés. Les impacts du développement de l'écotourisme sont très importants en zone urbaine alors que les impacts du TRC restent plus limités à la zone rurale.

1. Des effets positifs...

Les populations jeunes ont tendance à voir les échanges culturels permis par le développement de l'écotourisme et du tourisme rural communautaire comme un point positif (Cordero et Duynen Montijn, 2002 ; Solano, 2003). Ce point de vue global paraît partagé dans l'ensemble de la région, il l'est aussi au sein de la Coopérative El Silencio. Solano (2003) souligne que le bénéfice principal pour les jeunes se situe dans ces échanges interculturels qui leur permettent de s'ouvrir à d'autres langages et à d'autres contextes culturels, ce qui a pour effet indirect de donner de l'importance à leur propre histoire.

Dans l'exemple du tourisme rural communautaire, la construction de lieux de vie liés au développement de l'auberge, comme le restaurant, a permis la création de lieux d'échanges. La communauté s'est appropriée cet espace et l'a transformé en lieu d'interactions sociales de la communauté (Cordero et Van Duynen, 2002). Ce fait mérite d'être souligné car, dans les autres structures privées, les communautés locales sont généralement exclues des espaces dédiés aux touristes. Dans ce cas particulier, la cohabitation permet des échanges entre la communauté et le visiteur.

Le développement d'Internet fait partie des points positifs. De nombreuses structures d'écotourisme de petites tailles font leur promotion et gèrent leur réservation essentiellement par Internet et les Emails, ce qui a abouti à un développement très important du réseau Internet au Costa Rica (Honey et Bien, 2005). De même, la stratégie Internet du Bureau du tourisme costaricien a été spectaculaire ce qui a encore encouragé le développement de ce mode de communication (Raventos, 2006).

D'un point de vue plus global, 80 % des personnes interrogées considèrent que le tourisme contribue à une amélioration de la qualité de vie (Cordero et Duynen Montijn, 2002).

Du tourisme rural communautaire découlent des effets directs spécifiques, comme le maintien de l'identité culturelle. Étant basé sur le maintien des activités traditionnelles et sur leur valorisation face aux touristes, ce type de tourisme n'entraîne pas de perte d'identité culturelle voire participe à son renforcement. De plus une forme d'identité collective se dégage de cette dynamique. Le fait de participer aux différentes ferias du tourisme rural communautaire, la participation à un réseau national sont autant de points qui génèrent une identité collective, le sentiment d'appartenir à un secteur économique particulier favorable au développement de la communauté mais aussi plus largement au développement du pays.

2. ... aux effets négatifs

L'écotourisme dans la zone Manuel Antonio-Quepos se développe sous l'initiative d'étrangers (Duim *et al.*, 2001) tant pour la création d'hôtels, restaurants que pour les autres commerces liés au tourisme. Or, Quepos n'était pas un village avec une histoire culturelle riche même avant l'explosion touristique de la région (Largaespada, 1976). Ce phénomène a été renforcé par l'arrivée massive des touristes dans les années 1980. Les interviews menées sur le site montrent bien l'importance de l'influence étrangère sur le site (Cordero et Duynen Montijn, 2002). Le sentiment de perte d'identité est présent dans les études sociologiques réalisées sur la zone surtout dans les générations les plus âgées.

D'autre part, l'augmentation du tourisme en général et de l'écotourisme dans une certaine mesure a des effets sur la drogue et la prostitu-

tion. Deux tiers des personnes interrogées considèrent que le tourisme est la raison qui explique l'augmentation de la drogue et de la prostitution à Quepos-Manuel Antonio (Cordero et Duynen Montijn, 2002). Dès 1996, une étude montrait l'importance de la drogue dans cette zone et la non-intervention des autorités (Edwards, 1996).

Tableau 3 – Les effets socioculturels comparés de l'écotourisme et du tourisme rural communautaire

Effets positifs directs et indirects : – Maintien de l'identité culturelle (TRC). – Échanges interculturels (TRC + EcoT). – Identité collective (TRC). – Développement de l'utilisation d'Internet (EcoT + TRC). – Augmentation de l'estime sociale et culturelle des membres de la communauté (TRC). – Sentiment d'amélioration de la qualité de la vie (EcoT + TRC).	Effets négatifs directs : – Influence étrangère sur les lieux (EcoT). Effets négatifs indirects : – Augmentation de la drogue et prostitution (EcoT).
---	--

Source : l'auteur

C. Les effets environnementaux comparés de l'écotourisme et du tourisme rural communautaire

1. Des effets positifs...

Au Costa Rica, on ne peut pas nier que la présence de l'écotourisme a favorisé dans un premier temps la conservation de l'environnement (Fabiola 2006 ; Dasenbrock 2002). Le choix étatique d'axer le développement économique du pays sur un tourisme attiré par la très riche diversité biologique nationale a favorisé la mise en place d'un système national de conservation de la nature perfectionné (Fernandez, 2008). Au-delà de la conservation de la nature par le droit public, de nombreux écolodges créent sur leurs terrains de petites réserves privées. De même, les communautés classent souvent une partie de leur terrain en réserve privée ce qui constitue un atout touristique supplémentaire.

Les hébergements inspirés par la vague de l'écotourisme prennent souvent la forme de constructions de petites tailles comme des bungalows ou des cabinas. Ce point est contre-balançé par la construction d'immeubles de grande taille peu esthétiques dans le but de servir de point de départ à des visites des aires protégées. Dans le cas du tourisme rural communautaire, l'hébergement se fait généralement dans des auberges généralement constituées de petites « cabinas » ou chez l'habitant.

Les activités de reforestation sont souvent mises en œuvre par les communautés locales dans les projets de tourisme rural communautaire et de manière moins prégnante dans les projets écotouristiques. Elles peuvent découler de programmes visant à rétablir des corridors biologiques ou simplement résulter de l'émergence de la conscience environnementale qui se développe au sein des communautés.

Pour conclure sur ce point, les projets de tourisme rural communautaire impliquent souvent une amélioration de la conscience environnementale. Dans le cadre de la coopérative Silencio, les changements de mentalités en ce qui concerne l'environnement résultent de la diversification des activités de la coopérative et de la mise en place de l'auberge. Il existe désormais une conscience environnementale qui n'existait pas auparavant (Solano, 2003).

2. ... aux effets négatifs

Aucun effet négatif direct ou indirect n'a été cité dans la littérature concernant les projets de tourisme rural communautaire.

Du point de vue plus général de l'écotourisme, la fréquentation accrue des sites et ses conséquences sont régulièrement citées. La capacité de charge de certaines zones est dépassée ce qui se traduit par des dégradations observées sur l'environnement naturel. Il manque des études sur ce sujet (Murillo *et al.*, 2004). Seules quelques zones protégées n'acceptent qu'un nombre restreint de visiteurs par jour alors que d'autres, en l'absence de réglementations, sont sur-fréquentées et présentent d'ores et déjà des signes de dégradations environnementales (Fabiola 2006). Les fonds ne sont pas suffisants pour assurer le contrôle des ressources naturelles dans les parcs (Murillo *et al.*, 2004).

D'autre part, suite à une mauvaise gestion des déchets de l'écotourisme, certaines espèces de la faune sauvage se chargent des ordures comme les singes dans la zone de Manuel Antonio (Weaver, 1999).

Enfin, dans certaines zones écotouristiques, la hausse des prix des terrains favorise les constructions verticales qui ont un impact négatif sur l'esthétisme de la zone particulièrement autour de Manuel Antonio.

**Tableau 4 – Les effets environnementaux comparés
de l'écotourisme et du tourisme rural communautaire**

Effets positifs directs et indirects : – Conservation publique de l'environnement (EcoT). – Protection de la nature par des réserves privées (EcoT + TRC). – Hébergements de petites tailles (EcoT + TRC). – Activités de reforestation (TRC). – Développement d'une conscience environnementale (TRC).	Effets négatifs directs et indirects : – Sur-fréquentation de certaines aires protégées (EcoT). – Contrôle insuffisant des ressources naturelles (EcoT). – Préjudice esthétique (EcoT). – Gestion insuffisante des déchets (EcoT). – Pollution de la mer (EcoT).
--	---

Source : l'auteur

Pour conclure sur les impacts, il est possible de distinguer les impacts de l'écotourisme de ceux du tourisme rural communautaire.

Dans le cadre de l'écotourisme, la création d'emploi ressort le plus souvent en impact positif dans le domaine économique, dans le domaine socioculturel, l'enrichissement culturel est régulièrement mis en avant et dans le domaine environnemental une meilleure conscience écologique et une meilleure protection de l'environnement (Cordero et Duynen Montijn, 2002). Dans les impacts négatifs : des prix élevés et l'absence d'amélioration du statut social du fait de la qualité des emplois à disposition de la population locale sont souvent cités, ainsi que la perte d'identité et les dommages à la nature causés par la construction des grands hôtels (Cordero et Duynen Montijn, 2002). L'abus de l'usage des termes « éco », « vert » et « durable » est aussi fréquemment évoqué.

Le tourisme rural communautaire compte de nombreux impacts positifs sans que les études recensées ne mettent en avant des impacts négatifs. D'après la littérature sur le sujet, cette forme de tourisme permet de réduire la pauvreté et de redynamiser les communautés locales. Conçu comme un complément à une activité traditionnelle, il a pour effet de revitaliser l'économie rurale tout en la diversifiant et en permettant aux différents membres de la communauté de participer ainsi que d'en retirer des avantages.

Il est clair que le Costa Rica doit conjuguer deux formes de tourisme simultanées (Honey et Bien, 2005). D'un côté, un tourisme de masse favorisé par des incitations fiscales qui facilitent la réalisation de gros complexes hôteliers, de l'autre un écotourisme qui a fait la réputation du pays et qu'il importe de maintenir sous peine de tuer « la poule aux œufs d'or » (Fernandez, 2008). Or la question reste de savoir dans quelle mesure la cohabitation de structures réellement écotouristiques et de structures de tourisme de masse qui exploitent les mêmes beautés natu-

relles est-elle envisageable ? Pour autant Weaver souligne une autre distinction en s'interrogeant sur la possibilité de permettre un tourisme de masse durable (Weaver, 1999). Le TRC reste clairement en dehors de ces questionnements. Pour autant cette forme de tourisme nécessite un financement d'origine extérieure et des aides qui pourraient être développées suite à l'adoption de la nouvelle loi.

III. Analyse des facteurs de réussite et d'échec du tourisme rural communautaire

La richesse du pays en matière de biodiversité est indéniablement un atout fort pour l'établissement et le renforcement de l'écotourisme. L'autre élément facilitant a probablement été le développement par le Costa Rica d'une image de marque en la matière. L'idée que le Costa Rica est un pays particulièrement performant pour la conservation de la nature est très répandue et les campagnes publicitaires lancées par l'Institut costaricien du tourisme ont fortement renforcé cette image. Le TRC constitue une des pratiques les plus avancées de l'écotourisme vers plus de durabilité.

A. Les facteurs favorisant le développement du tourisme rural communautaire

Le développement du tourisme rural communautaire, pratique alternative, se réalise de manière moins exponentielle que l'écotourisme. Un des points particulièrement important de cette forme de tourisme est que les recettes issues du tourisme ne constituent qu'une partie des revenus et n'en recouvrent pas la totalité. Il s'agit d'abord de coopératives agricoles qui utilisent le tourisme comme revenu complémentaire. De fait, il existe une certaine indépendance qui peut être considérée comme une garantie de longévité car non soumise à des aléas extérieurs.

La spécificité du tourisme rural communautaire repose aussi sur le fait que les coopératives se regroupent à l'échelle régionale et nationale ce qui accroît leur visibilité tant sur la scène politique nationale que sur la scène économique internationale. Ces regroupements en coopératives nationales ou régionales sont un facteur de réussite important car ils permettent de rapprocher le tourisme rural communautaire du produit touristique tel qu'il est vendu par les tour-opérateurs soit par le biais des agences créées dans le cadre de ces coopératives nationales et régionales, soit par le biais des rapprochements qui sont opérés entre ces coopératives d'appui au tourisme rural communautaire et les tour-opérateurs.

Leyla Solano a souligné que l'offre touristique devait être variée. Il importe ainsi de compléter l'offre avec des nouvelles et ingénieuses façons de profiter de l'environnement (ponts suspendus, cabanes dans

les arbres, sentiers spécialisés, jardins botaniques, festivals, concours locaux de peintures enfantines, etc.). Les logements doivent remplir des standards minimums de qualité et la qualité du service doit être régulière. L'accès et la sécurité du produit touristique influencent aussi beaucoup le succès de ce dernier ainsi que les démarches effectuées en matière de communication.

B. Les difficultés des formes de tourisme durable

Parmi les facteurs d'échec des différentes formes de tourisme durable, la cohabitation avec un tourisme de masse est souvent mise en avant. Au niveau des impacts sur la population, il importe d'ailleurs de souligner que les plus grands centres de développement touristique de masse comme le nord du Guanacaste ou le sud Caraïbes sont aussi ceux qui ont les plus faibles indices socio-économiques (Guerena, 2006).

L'utilisation abusive du terme écotourisme qui sous-entend un tourisme durable est régulièrement soulevée dans les ouvrages sur le tourisme au Costa Rica, dénoncée par de nombreux auteurs (Dasenbrock, 2002 ; Honey, 2002) et même par certains guides de voyages (Ulysse, Lonely Planet). Appelée « *greenwashing* », cette pratique se développe et nuit à l'identification des réelles entreprises de tourisme durable.

Afin de lutter contre ces pratiques, l'État costaricien par le biais de l'Institut costaricien du tourisme a mis en place un système de certification destiné à favoriser les structures qui ont un mode de fonctionnement durable. Néanmoins et de manière un peu paradoxale, à l'heure actuelle, ce système paraît très loin des préoccupations du TRC. C'est pourquoi après avoir présenté globalement les facteurs d'échec du TRC, la possibilité d'une application de la certification pour un tourisme durable à cette forme de tourisme sera envisagée.

1. Les difficultés du tourisme rural communautaire

Le soutien international aux projets de tourisme rural communautaire peut parfois rendre moins lisible la répartition des compétences et notamment la place et le rôle de l'État dans la planification touristique (Dasenbrock 2002 ; Weaver, 1999).

Un des premiers facteurs limitant réside dans l'accès aux compétences techniques. En effet, les zones dans lesquelles les initiatives de tourisme rural communautaire sont mises en place sont, dans la plupart des cas, des zones d'accès difficiles qui ne comptent qu'une école. Le faible niveau d'études rend alors difficile l'élaboration du projet et sa gestion ultérieure. À la prise de risque s'ajoute le fait que la mise en place d'un projet de tourisme rural communautaire suppose une activité productive très différente de celle pré-existante, passant de l'activité agricole à celle de production de services qui implique une division du

travail à laquelle n'est pas habituée la famille rurale. La faiblesse de l'offre de formation dans les matières qui intéressent le tourisme rural communautaire comme la gestion, l'anglais, la gastronomie, etc. est un facteur limitant le développement de ce type de produits touristiques.

Autre facteur limitant, les difficultés pour formaliser les entreprises. Comme toutes entreprises touristiques, les entreprises de tourisme rural communautaire doivent officialiser leur activité ce qui implique de nombreuses formalités administratives. Or, les règles administratives sont parfois complexes à déchiffrer et les formalités supposent souvent des déplacements vers les centres urbains qui sont chers et compliqués. C'est pourquoi quelques structures décident de se maintenir dans le secteur informel se coupant ainsi de certains marchés. Il pourrait être intéressant d'adapter les documents au tourisme rural communautaire en les simplifiant et en adaptant la procédure.

L'absence d'infrastructures comme le téléphone, l'eau potable ou l'électricité peut aussi être un facteur limitant le succès du tourisme rural communautaire. Dans de nombreuses zones, les infrastructures ne sont pas assez développées et constituent un réel frein au développement du tourisme rural communautaire.

La pression foncière liée au développement du tourisme conventionnel et à la multiplication des résidences d'été d'étrangers au Costa Rica rend attractive pour les communautés la vente de leur terrain. C'est pourquoi, la possibilité d'une diminution de l'impôt foncier pour les entreprises de tourisme rural communautaire apparaît dans les revendications des réseaux de tourisme rural communautaire. L'accès au crédit est une autre des difficultés que rencontrent les communautés pour monter un projet de tourisme rural communautaire. Il est très important que les gestionnaires de projets de tourisme rural communautaire aient accès à une banque de développement qui leur permet d'accéder à des crédits en tant que micro-entreprises de tourisme rural communautaire et qui permet non seulement d'écarter l'obstacle financier mais aussi d'accompagner les entreprises dans leur développement.

L'application des dispositions de la nouvelle loi sur le tourisme rural communautaire pourrait diminuer ces facteurs d'échec et favoriser le développement de cette forme de tourisme. L'utilisation du certificat pour un tourisme durable pourrait aussi être un élément facilitant.

2. Le certificat pour un tourisme durable et le tourisme rural communautaire, une complémentarité à venir ?

Le système pour un certificat de tourisme durable (CST) est un programme qui a pour objet de classer et d'attribuer des certificats aux entreprises touristiques, qui sont évaluées afin de vérifier l'adéquation entre leur mode de fonctionnement actuel et un modèle de durabilité

(Baldie, 2003 ; Rivera et De Leon, 2005). Il est basé sur le volontariat des entreprises. Le programme vise à classifier l'industrie touristique en utilisant quatre types de critères :

- L'interaction entre le tourisme et l'environnement.
- L'organisation interne (sont évalués notamment les aspects liés à la gestion des déchets, l'utilisation des technologies pour économiser l'eau et l'énergie).
- Les choix de consommations (sont évaluées les actions de la direction pour inviter le client à participer à la mise en place des politiques de durabilité).
- Le milieu socio-économique (sont évalués les interactions entre l'établissement et les communes voisines, les bénéfices apportés à la collectivité locale).

Pour chacun de ces domaines, un questionnaire a été élaboré avec des questions qui permettent d'évaluer dans quelle mesure l'entreprise respecte les standards établis²¹. Pour mesurer et situer ces niveaux, le programme CST a établi une échelle qui va de 0 à 5 qui indique la position de l'entreprise en termes de durabilité. La responsabilité officielle du programme revient à l'Institut costaricien du tourisme. Cependant, le programme est soutenu par un Comité national d'accréditation officiel dans lequel participent tous les secteurs qui sont en relation avec ce sujet qu'ils soient privés ou publics et, notamment, l'Université du Costa Rica, l'Instituto Centroamericano de Administración de Empresas (INCAE), la chambre nationale du tourisme (Honey, 2007).

Peu de structures font actuellement l'objet d'une certification. Il en existe six dans la région de Manuel Antonio-Quepos (*cf.* tableau 5). L'hôtel Si Como No qui en fait partie est un complexe touristique qui intègre les normes les plus élevées de la certification. Le site Internet de l'hôtel détaille ces critères qui vont de la gestion du personnel à l'utilisation d'énergies durables en passant par la mise en place de réserves privées sur leurs terrains. Autour du parc Manuel Antonio, il importe aussi de relever que les hôtels concernés par la certification pour un tourisme durable relèvent de la catégorie Luxe²².

²¹ Pour plus de détails, voir : <http://www.turismo-sostenible.co.cr>.

²² Une chambre pour deux personnes dans l'hôtel Parodar coûte 175 dollars, dans l'hôtel Tulemar 270 dollars et dans l'hôtel Si como no 190 dollars.

**Tableau 5 – Structures certifiées
dans la zone Manuel Antonio/Quepos**

Nom de la structure	Nombre de Chambres	Date de certification	Niveaux
Hôtel Arenas del Mar	38	5 mars 2010	5
Gaia Hotel	20	19 sept. 2008	4
Hôtel Divisamar	25	3 fév. 2005 8 septembre 2008	1
Hôtel el Parador	108	6 juin 2008	4
Hôtel Si Como No	61	6 nov. 2007	5
Hôtel Tulemar Bungalows	16	11 dec 2003	4

Source : données de l'ICT (site consulté le 17/05/2010)

Les impacts de la mise en place de cette certification ne sont pas forcément positifs. Martha Honey, dans une étude réalisée pour Rainforest alliance, a identifié les points positifs et négatifs (Honey et Bien, 2005).

Du côté positif, elle souligne que le développement du système de certification mis en place par le gouvernement est gratuit ce qui devrait permettre la certification d'un nombre plus important de structures. Elle met aussi en avant le fait que de nombreux systèmes de certification de par le monde se sont basés sur le système costaricien ce qui a augmenté la réputation à la fois du Costa Rica et de son système de certification.

Du côté négatif, elle souligne surtout la lenteur et l'inertie bureaucratiques qui ont causé des frustrations dans l'industrie du tourisme et certains ont commencé à considérer des programmes de certification alternatifs. Le système costaricien concerne surtout les moyennes et grosses structures. Il n'est pas adapté aux petites structures qui ont pourtant fait la réputation du pays en matière d'écotourisme.

Il se dégage de l'analyse de Martha Honey, une série de leçons applicables à d'autres programmes. Le parrainage par le gouvernement peut ainsi augmenter la crédibilité du programme dans les pays où le gouvernement est perçu comme fiable mais difficilement là où ce n'est pas le cas, mais il permet aussi de réduire les coûts de lancement et permettre d'établir une masse initiale critique d'entreprises certifiées. L'inertie bureaucratique du gouvernement, les règles byzantines, les restrictions budgétaires et les changements politiques peuvent avoir des impacts négatifs sur les programmes de développement. D'autre part, elle souligne que la révision périodique et la correction des standards de certification ainsi que des critères augmentent la crédibilité.

Globalement, le système rencontre des difficultés de fonctionnement et a été sous-exploité suite à des distorsions bureaucratiques et politiques (Honey et Bien, 2005). Parmi les difficultés de fonctionnement soulevées par les petites et micro-entreprises spécialement dans le secteur de l'écotourisme, et de manière plus spécifique dans le cadre du tourisme rural communautaire, une est particulièrement instructive. Elles ont exprimé leurs craintes de voir ce système finalement promouvoir les grandes entreprises du fait de l'importance du capital humain et financier nécessaire pour opérer les changements à réaliser dans les procédures opératoires et l'équipement de la structure. Cette crainte est pour l'instant vérifiée puisqu'en 2010 seule l'agence de voyages d'ACTUAR, Aventura Rurales²³, a été certifiée²⁴ dans le cadre du tourisme rural communautaire.

Conclusion

L'organisation de la gouvernance locale autour de la thématique touristique paraît avoir du mal à se mettre en place et les différents types de tourisme ont tendance à se juxtaposer sur les mêmes terrains. Les difficultés de mise en place d'une planification locale adaptée qui pourrait intégrer l'objectif d'un tourisme durable empêchent une gestion et une planification locale du tourisme qui, pour être responsable, devrait aussi impliquer les populations locales. Pour Duim *et al.* (2001), la gouvernance locale du tourisme devrait être plus institutionnalisée. Cordero et Duynene Montijn (2002) ont aussi souligné cette difficulté. Pour eux, une planification locale qui encadrerait les évolutions vers un tourisme durable devrait être développée afin de permettre une mise en relation des acteurs publics et civils des différentes formes de tourisme. Cette évolution institutionnelle pourrait permettre de renforcer l'importance des projets de tourisme rural communautaire.

Les faibles incitations fiscales pour le développement d'un tourisme durable, souvent soulignées dans la littérature, pourraient être multipliées suite à l'adoption de la loi sur le tourisme rural communautaire. Cependant, une taxe destinée à redistribuer les bénéfices du secteur hôtelier au niveau territorial manque toujours et pourrait être élaborée. Versée à la municipalité, elle pourrait permettre de redistribuer les bénéfices d'un tourisme international à l'échelle locale afin de permettre la participation des recettes du tourisme au développement local. Une taxe qui permettrait au secteur hôtelier de participer à la conservation de la nature pourrait aussi être mise en place. Versée à l'administration des

²³ En 2004, ACTUAR a créé son propre tour-opérateur, ainsi que son propre centre de réservations.

²⁴ L'agence a été certifiée le 7 janvier 2010. Elle bénéficie d'un niveau 5 de certification.

parcs, elle pourrait faciliter les contrôles de l'usage des ressources naturelles et l'entretien lié à l'usage touristique de ces espaces naturels.

Le développement de méthodes de soutien réellement efficaces (Mora, 2006) qui soient centrées sur la capacité des membres des communautés, spécialement dans les disciplines mercatiques, serait aussi un moyen de développer cette forme de tourisme qui présente de nombreux avantages tant économiques, que socioculturels et environnementaux.

Bibliographie

- Ayoub Shahinaz, M., *Working Women in Tourism in Quepos*, Costa Rica, Volume 3, Reports from the 1998 North Carolina State University Summer Ethnographic Field School, Raleigh, 1998, <http://faculty.chass.ncsu.edu/wallace/>.
- Baker, J.W., *The Economic and Environmental Impact of Marine Recreational Tourism on the Quepos/Manuel Antonio Area*, Volume 2, Reports from the 1997 North Carolina State University Summer Ethnographic Field School, Raleigh, 1997, p. 113-121.
- Baldie, A., « Costa Rica. A national certification programme for sustainable tourism », in *Espaces, Tourisme & Loisirs. Éditions Touristiques Européennes*, 204, 2003, p. 50-55.
- Barrera, A., *Compartiendo buenas practicas, Impactos del Turismo rural Comunitario en Costa Rica*, SGP, PPD Costa Rica, PNUD, 2007.
- Canada, E., « Legislar a favor del turismo rural comunitario : el ejemplo de Costa Rica », in *Opiniones en Desarrollo*, Artículo Num 3, Alba Sud, 2009.
- Caveney, C.A., *Dining Out in Quepos : Local and Foreign Perspectives*, Volume 1, Reports from the 1996 North Carolina State University Summer Ethnographic Field School, Raleigh, 1996, p. 21-27.
- Chavez, S.E., « Les conditions juridiques de la participation des populations à la gestion de l'environnement au Costa Rica », in Castellanet, C. et al. (dir.), *Vivre avec la forêt, Gestion locale des ressources naturelles en Amazonie brésilienne et au Costa Rica*, UICN, 2002, p. 31-38.
- Cooper, H.L., *Made in Guatemala : Why it's hard to get a little piece of the « real » Costa Rica*, Volume 1, Reports from the 1996 North Carolina State University Summer Ethnographic Field School, Raleigh, 1996, p. 28-35.
- COOPRENA/PDD, *Costa Rica Autentica : la guía de turismo rural comunitario*, segunda edicion, San Jose, PNUD, 2003.
- COOPRENA, *Manual de criterios y estandares para el agroecoturismocomunitario en Costa Rica*, San José, COOPRENA, 2002.
- Cordero, A., Bonilla, M., *Policias on sustainable tourism in Costa Rica, review of existing tourism policies, regulations and legislation of sustainable tourism in Costa Rica*, Flasco (San Jose), 2006.
- Cordero, A., Duynen Montijn, L., « Turismo sostenible en Costa Rica, El caso de Quepos-Manuel Antonio », in Hiernaux-Nicolas, D., Cordero, A., Van Duynen Montijn L. (eds.), *Imaginarios Sociales y Turismo sostenible*, Cuaderno de ciencias sociales 123, San Jose, 2002, p. 37-43.

- Cottrell, S.P., Duim Van der, R., Ankersmid, P., Kelder, L., « Measuring the Sustainability of Tourism in Manuel Antonio and Texel : a Tourist Perspective », in *Journal of Sustainable Tourism*, vol. 12, n° 5, 2004, p. 409-431.
- Dasenbrock, J., *The Pros and Cons of Ecotourism in Costa Rica*, TED Case Studies, 2002, <http://www1.american.edu/TED/costa-rica-tourism.htm>.
- Duim Van der, R., Caalders, J., Cordero, A., van Duynen, L., Ritsma, N., *Developing sustainable tourism. The case of Manuel Antonio and Texel*, FLACSO, Ecoperation, Buiten Consultancy and Wageningen University, The Netherlands, 2001.
- Edwards, M.J., « Cops and robbers : a study on crime in the Quepos/manuel Antonio Area of Costa Rica », in Wallace, J. (ed.), *Tourism and its Consequences. Case Studies from Quepos-Manuel Antonio, Costa Rica*. Volume 3, Reports from the 1996 North Carolina State University Summer Ethnographic Field School in Costa Rica, Raleigh, 1996, p. 36-45.
- Fabiola, N., « Un bilan des enjeux et impacts de l'écotourisme au Costa Rica », in *Études caribéennes*, 5/2006, <http://etudescaribeennes.revues.org/document263.html>.
- Fernandez, E., « Les aires sauvages protégées et le développement du tourisme au Costa Rica », in *Études offertes à René Hostiou*, LexisNexis Litec, Paris, 2008.
- Guerena, A., « Auge del turismo rural comunitario en Costa Rica », in *Ambien-Tico*, 2006, 150, p. 14-18.
- Guerena, A., Calderon, G., *Turismo rural comunitario en Costa Rica. La experiencia del Programa de Pequeñas Donaciones y sus grupos socios*, San Jose, PNUD, 2005, 226 p.
- Hicks, S.A., « Women in Tourism : Impacts from Tourism on the Women of Quepos, Costa Rica », in *Tourism and its Consequences. Case Studies from Quepos-Manuel Antonio, Costa Rica*. Volume 1, Reports from the 1996 North Carolina State University Summer Ethnographic Field School, Raleigh, 1996, p. 46-54.
- Honey, M., *Ecotourism and certification Setting standards in Practice*, Washington, Island Press, 2002.
- Honey, M., « Giving a grade to Costa Rica's Green Tourism », in *Nacla Report on the Americas*, vol. XXXVI n° 6, 2003, p. 39-46.
- Honey, M., « The role of certification and accreditation in ensuring tourism contributes to conservation », in Bushell, R., Eagles, P.F.J. (eds.), *Tourism and protected areas, benefits beyond boundaries*, Cambridge, CABI, IUCN, 2007, p. 168-190.
- Honey, M., Bien, A., *Analyze Costa Rica as a case study for the implementation and marketing of certification and use as model to help analyze marketing strategies of five target countries*, The International Ecotourism Society, 2005.
- Hughell, E.B., *Tourism and Community Organization in Quepos*, Volume 1, Reports from the 1996 North Carolina State University Summer Ethnographic Field School, 1996, Raleigh, p. 68-75.
- Jones, S., « Community-Based Ecotourism. The significance of social capital », in *Annals of tourism research*, 32(2), 2005, p. 303-324.
- Kiss, A., « Is Community-based Ecotourism a good use of biodiversity conservation funds ? », in *Trends in ecology and evolution*, 19(5), 2004, p. 232-37.

- Largaespada, Monografie del Canton de Aguirre, *Documento mimeografiado*, Instituto de fomento y Asesoría Municipal, San José Costa Rica, 1976.
- McNair Livingston, M., *Quepos : A Small Paradise on the Brink of Foreign Overload*, Volume 1, Reports from the 1996 North Carolina State University Summer Ethnographic Field School, Raleigh, 1996, p. 76-83.
- Mabie, J.S., *Tourism and Sport Fishing in Quepos, Costa Rica*, Volume 1, Reports from the 1996 North Carolina State University Summer Ethnographic Field School, Raleigh, 1996, p. 84-91.
- Miller, T.D., *Migración Nicaragüense : Migrant Voices from Quepos, Costa Rica*, in Volume 3, Reports from the 1998 North Carolina State University Summer Ethnographic Field School, Raleigh, 1998.
- Morera, C., « Concepto y realidad del turismo rural en Costa Rica », in *Ambientico*, n° 150, 2006, p. 4-8.
- Mundis, E.D., From United Fruit Company to Palma Tica : The transformation of a (Banana) Company Town into a Tourist Resort, in *Tourism and its Consequences. Case Studies from Quepos-Manuel Antonio, Costa Rica*. Volume 2, Reports from the 1997 North Carolina State University Summer Ethnographic Field School, Raleigh, 1997, p. 7-18.
- Murillo, K., Garcia, R., Obando, V., Gomez, R., *Decimo informe sobre el estado de la nacion en desarrollo humano sostenible*, Consejo Nacional de Rectores, San José, 2004.
- Nel-Lo Andreu M., « Organización y características del turismo rural comunitario en Costa Rica », in *Anales de Geografía*, vol. 28, n° 2, 2008, p. 167-188.
- Newton, T., Quiros, N., Crimmins, A., Blodgett, A., Kapur, K., Hung-Chin, L., Luo, T., Rossbach, K., Duniven, D., « Assessing the certification for sustainable tourism program in Costa Rica », in *The school for field studies*, Costa Rica, No. 648, 2004, <http://www.american.edu/TED/costa-rica-tourism.htm>.
- Raventos, P., « The Internet Strategy of the Costa Rican Tourism board », in *Journal of business Research*, 2006, p. 375-386.
- Raymond, N., « Costa Rica : du petit pays « démocratique sain et pacifique », au leader de l'écotourisme et de la protection de l'environnement », in *Études caribéennes*, n° 6, 2007.
- Rivera, J., De Leon P., « Chief executive officers and voluntary environmental performance : Costa Rica's certification for sustainable tourism », in *Policy Sciences*, 38(2-3), 2005, p. 107-127.
- Solano L., « Ecoturismo rural comunitario : los casos de COOPRENA y Coope-silencio », in *Costa Rica : Una experiencia innovadora de manejo ambiental*, 2003.
- Solano, L., « Turismo rural comunitario en Costa Rica », in *Ambien-Tico*, 150, 2006, p. 9-13.
- Trejos, B., « Redes e Apoyo al Turismo Rural Comunitario en Costa Rica », in *TURyDES, Revista de investigacion en turismo y desarrollo*, 2(6), 2009.
- Trejos, B., Huang, W.C., Chiang, L.H.N., « The Role of NGOs in the Development of Community-based Rural Tourism in Costa Rica », in *Journal of Rural Tourism Research*, 2(1), 2008, p. 63-76.
- Weaver, D.B., « Magnitude of ecotourism in Costa Rica and Kenya », in *Annals of tourism research*, vol. 26, issue 4, 1999, p. 792-816.

Géraldine FROGER (dir.)

Tourisme durable dans les Suds ?

**Ecopolis
n° 11**

Nous remercions l'Agence française de développement et le ministère des Affaires étrangères et européennes d'avoir soutenu une première étude documentaire sur la mesure des effets de formes alternatives de tourisme dans différents territoires : Madagascar, Namibie, Tunisie, Argentine et Costa-Rica.

Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'éditeur ou de ses ayants droit, est illicite. Tous droits réservés.

© P.I.E. PETER LANG S.A.

Éditions scientifiques internationales

Bruxelles, 2010

1 avenue Maurice, B-1050 Bruxelles, Belgique

www.peterlang.com ; info@peterlang.com

Imprimé en Allemagne

ISSN 1377-7238

ISBN 978-90-5201-677-1

D/2011/5678/02

Information bibliographique publiée par « Die Deutsche Bibliothek »

« Die Deutsche Bibliothek » répertorie cette publication dans la « Deutsche Nationalbibliografie » ; les données bibliographiques détaillées sont disponibles sur le site <http://dnb.ddb.de>.